

Mauritanie

En 2016, la Mauritanie a fait des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Pendant l'année, le gouvernement a ratifié le Protocole de 2014 de l'OIT relatif à la Convention sur le travail forcé et a établi trois tribunaux régionaux pour juger les crimes d'esclavage, ce qui a entraîné la deuxième condamnation pour esclavage jamais prononcée dans ce pays. De plus, le gouvernement a financé et participé à de nombreux programmes qui ont notamment pour objet d'éliminer ou d'empêcher le travail des enfants, y compris des programmes qui fournissent des services de protection sociale aux enfants vulnérables et d'autres qui luttent contre le travail forcé des adultes et des enfants. Toutefois, la Mauritanie reçoit cette évaluation parce qu'elle a continué de mettre en œuvre une politique régressive qui a entravé les progrès sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Depuis 2011, le gouvernement mauritanien exige l'acte de mariage et le certificat de nationalité des parents biologiques pour délivrer un acte de naissance. De ce fait, les enfants nés hors mariage et de nombreux enfants harratines ou appartenant à des groupes minoritaires ethniques subsahariens n'ont pas pu être enregistrés à leur naissance. Étant donné que les actes de naissance sont nécessaires pour s'inscrire à l'école secondaire, dès l'âge de 12 ans, certains enfants n'ont plus accès à l'éducation, ce qui les rend plus vulnérables aux pires formes de travail des enfants. En Mauritanie, des enfants font des travaux dangereux dans l'agriculture, en particulier dans la garde du bétail et des chèvres, et sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, y compris la servitude pour dette et l'esclavage héréditaire. Il reste d'autres lacunes, comme le manque d'interdiction pénale de l'utilisation, du recrutement et de l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants, ainsi que les ressources limitées pour la mise en application systématique des lois sur le travail des enfants. De plus, les autorités ont continué d'emprisonner et d'infliger de mauvais traitements physiques à des protestataires qui militaient contre l'esclavage pendant l'année.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, en Mauritanie, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la loi interdise l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants.	2009 – 2016
	Veiller à ce que les dispositions de la loi concernant les travaux légers soient assez spécifiques pour protéger les enfants du travail des enfants.	2015 – 2016
	Veiller à ce que les dispositions et les mesures de protection légales relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui font du travail non rémunéré, temporaire ou sans contrat.	2012 – 2016
	Veiller à ce que les activités et emplois dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive.	2009 – 2016
Mise en application	Accroître la formation et le nombre des agents de la force publique, ainsi que les ressources des organismes d'application du droit du travail et du droit pénal, y compris des tribunaux, afin de bien faire respecter les lois sur le travail des enfants, surtout dans les régions reculées.	2010 – 2016
	Autoriser l'inspection du travail à imposer des sanctions.	2015 – 2016
	Renforcer le système d'inspection en effectuant des inspections de routine et des inspections ciblées, plutôt qu'en se fondant	2014 – 2016

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	uniquement sur les plaintes reçues pour mener des inspections.	
	Renforcer les efforts pour que les affaires relatives aux pires formes de travail des enfants, y compris la servitude pour dette et l'esclavage héréditaire, fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires conformément à la loi.	2016
	Publier des informations sur le nombre d'inspections du travail, d'infractions aux lois sur le travail des enfants et de sanctions imposées ainsi que sur le nombre d'enquêtes judiciaires, de poursuites et de condamnations en rapport avec les pires formes de travail des enfants.	2011 – 2016
	Veiller à ce que les sanctions concernant le travail des enfants soient assez sévères pour avoir un effet dissuasif.	2015 – 2016
Coordination	Veiller à ce que le Groupe sur la traite, le trafic et le travail des enfants poursuive ses activités et reçoive un financement adéquat pour remplir sa mission.	2014 – 2016
Politiques gouvernementales	Approuver le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes.	2015 – 2016
	Veiller à ce que les principales politiques concernant le travail des enfants reçoivent un financement suffisant pour en permettre la mise en œuvre efficace.	2016
	Prendre des mesures pour garantir la sécurité des protestataires qui militent contre l'esclavage ainsi que le respect de leur liberté d'expression et leur droit de réunion pacifique.	2011 – 2016
Programmes sociaux	Renforcer les efforts visant à supprimer les barrières et à permettre à tous les enfants, y compris ceux qui descendent d'anciens esclaves et les réfugiés, de recevoir une éducation en augmentant les infrastructures scolaires et le nombre des enseignants, surtout dans les zones rurales et en prenant des mesures pour que tous les enfants puissent avoir un acte de naissance afin d'améliorer leur accès à l'enseignement secondaire et de réduire leur vulnérabilité aux pires formes de travail des enfants.	2011 – 2016
	Étendre la portée des programmes visant à lutter contre les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'agriculture, la garde du bétail, le travail domestique et d'autres secteurs dans lesquels des enfants travaillent, et à s'attaquer à la question des enfants en esclavage héréditaire ou en servitude sous contrat.	2009 – 2016
	Mettre en œuvre à l'intention des agents publics un programme continu de sensibilisation portant sur les lois relatives à l'esclavage et aux pires formes de travail des enfants.	2012 – 2016
	Recueillir des données sur l'esclavage afin d'élaborer des politiques et des programmes efficaces d'identification et de protection des enfants à risque.	2010 – 2016
	Accroître le financement des programmes sociaux qui fournissent des services aux anciens esclaves.	2015 – 2016